



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VILLEROY ET BOCH SAS

Rue du 11 novembre
82400 Valence

Références : SR/S 2025-274
Code AIOT : 0006802453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement VILLEROY ET BOCH SAS implanté Rue du 11 novembre 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 07/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'incendie survenu sur le site le dimanche 6 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILLEROY ET BOCH SAS
- Rue du 11 novembre 82400 Valence
- Code AIOT : 0006802453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site VILLEROY et BOCH est spécialisé dans la fabrication de receveurs de douches, lavabos et éviers en céramique. Il est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	EXPLOITATION-ENTRETIEN	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	EMMISSIONS ATMOSPHERIQUES	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	RETENTIONS	Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ACCIDENT	Code de l'environnement du 08/07/2025, article R512-69	Sans objet
2	SOBRIETE EAU	AP Complémentaire du 05/07/2023, article 1	Sans objet
5	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien exploité ; il reste néanmoins quelques actions à mettre en place, notamment pour assurer le suivi des contrôles réglementaires à effectuer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ACCIDENT

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie local maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un incendie a eu lieu dans la nuit du samedi 05 au dimanche 06 juillet 2025 vers 2h30 ; l'incendie est parti d'une laveuse de sols désaffectée qui était à l'arrêt depuis de nombreuses années (environ 10 ans), et stockée dans un ancien local de maintenance.</p> <p>L'incendie a été détecté par le chef d'équipe lors de sa ronde usine (l'usine fonctionne en 3X8), qui a démarré immédiatement les actions d'extinction en même temps qu'il appelait les pompiers et déclenchait les autres actions d'évacuation du personnel.</p> <p>Cet incendie a été rapidement circonscrit en utilisant une dizaine d'extincteurs. Il s'est étendu sur une zone de moins de 10 m², centrés sur la laveuse de sols, et aucune structure n'a été touchée.</p> <p>Les premières recherches des causes laissent à penser que lors d'une décharge profonde d'une batterie au plomb il peut se créer une réaction chimique qui peut déclencher un incendie (comme en cas d'une charge trop importante).</p> <p>A l'arrivée des pompiers le feu était pratiquement éteint. Les pompiers ont utilisé deux lances incendie qui ont été actionnées pendant un temps maximum de deux minutes, à un débit de 500 litres/minutes : le volume d'eau d'extinction utilisé est donc situé entre 2000 et 3000 litres maximum.</p> <p>Les eaux d'extinction sont passées par le réseau d'eaux industrielles, puis traitées par la station d'épuration interne et stockées dans le bassin de décantation n°1. Des prélèvements seront effectués pour analyser les teneurs en polluants, notamment les teneurs en Plomb, et le pH. Conformément à l'article 2.4.4 de l'arrêté d'autorisation du 02 juin 1998, l'exploitant doit respecter les valeurs limites prescrites avant tout rejet de ces eaux d'extinction dans l'environnement.</p> <p>L'exploitant a fait parvenir à l'Inspection par courriel en date du 8 juillet 2025 le rapport d'accident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : SOBRIETE EAU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, EAU
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ; 2° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants, chaque année, sur les cinq dernières années et les justificatifs associés. [...]
Constats : Du fait de forte variation de débit prélevé certains jours de la semaine, l'exploitant souhaite être autorisé pour un débit hebdomadaire au lieu de journalier ; l'exploitant précise que le débit prélevé hebdomadairement ne dépassera pas 7 fois le débit actuellement autorisé quotidiennement. L'inspection ne voit pas d'objection à prescrire un débit hebdomadaire dans ces conditions. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il a mis en place deux boucles de réutilisation de ses eaux de station d'épuration pour les utiliser dans son process. L'exploitant a transmis par courriel en date du 10 juillet 2025 un porter à connaissance (PAC) concernant la réutilisation d'eau dans son process, qui fait l'objet d'une instruction de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EXPLOITATION-ENTRETIEN

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement [de puissance nominale supérieure à 1 MW, hors chaudière de récupération] fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé
Constats :

<p>L'exploitant a fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique des deux chaudières le 11 juillet 2024. L'exploitant indique qu'une chaudière n'est plus utilisée et qu'elle va être supprimée. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit avant toute modification des conditions d'exploitation faire un porter à connaissance au préfet en indiquant les impacts et inconvénients de ces modifications sur l'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance au préfet en indiquant les impacts et inconvénients de la suppression d'une chaudière sur l'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, REJETS FOURS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser au moins tous les 3 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les 2 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement [...] une mesure [...] dans les gaz rejetés à l'atmosphère [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit faire parvenir au préfet le dernier contrôle des rejets des émissions atmosphériques.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant confirme à l'inspection l'arrêt définitive de l'utilisation du four n°6. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit avant toute modification des conditions d'exploitation faire un porter à connaissance au préfet en indiquant les impacts et inconvénients de ces modifications sur l'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire parvenir au préfet le dernier contrôle des rejets des émissions atmosphériques.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance au préfet en indiquant les impacts et inconvénients de l'arrêt du four n°6 sur l'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a mis à jour la liste de ses équipements sous pression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

<p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une campagne de requalification des équipements le nécessitant sera menée fin juillet 2025 par l'organisme de contrôle APAVE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait parvenir dès réception le rapport de la campagne de requalification des équipements sous pression (ESP) le nécessitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : RETENTIONS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate dans le local "huile" la présence de trois GRV (Grand Récipient pour Vrac) remplis de produits toxiques pour l'environnement. Aucune rétention n'est associée à ces conteneurs. L'exploitant indique que ces produits sont devenus des déchets.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une rétention d'un volume suffisant pour tous les produits ou déchets stockés susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>L'exploitant s'engage à mettre en place ces rétentions sous 1 mois. L'inspection rappelle à l'exploitant que les déchets doivent être évacués dans les meilleurs délais vers les filières autorisées à les recevoir.</p> </div>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une rétention pour tous les produits ou déchets stockés susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ou des sols.

L'exploitant doit évacuer l'ensemble des déchets se trouvant sur son site dans les meilleurs délais vers les filières autorisées à les recevoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois